



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement**

Unité Départementale Meurthe et Moselle / Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 NANCY CEDEX

NANCY, le 14/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/11/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ESKA

ZI rue des Forges
54250 CHAMPIGNEULLES

Référence : GK/NW/1720_2022
Code AIOT : 0006200213

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/11/2022 de l'établissement ESKA implanté ZI rue des Forges - 54250 CHAMPIGNEULLES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le Préfet a transmis à l'inspection des installations classées une plainte déposée sur la plateforme de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle le 13/10/2022.

Cette visite a été organisée dans le cadre de l'opération zonale "NATURE PROPRE" organisée par la gendarmerie.

Elle se situe dans la continuité des actions engagées par la DREAL Grand Est, afin de faire cesser les nuisances qui sont inhérentes aux activités exercées par la société DERICHEBOURG sur son site de CHAMPIGNEULLES, tant pour la sécurité et la salubrité publique que pour l'environnement et la commodité du voisinage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ESKA
- ZI rue des Forges - 54250 CHAMPIGNEULLES
- Code AIOT : 0006200213
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ESKA - DERICHEBOURG réalise sur sa plateforme des activités de tri, transit, regroupement de déchets métalliques et de traitement de véhicules hors d'usage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Plainte
- Opération Nature propre de la gendarmerie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Exploitation des installations	Arrêté Préfectoral du 06/08/2014, article 2.1.1.	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Collecte des effluents	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Valeurs limites d'émission.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'activité d'oxycoupage provoque de manière persistante une gêne pour le voisinage.

Un surnageant noir est présent dans le décanteur-déshuileur le plus à l'Ouest et en sortie de celui-ci. Les analyses d'eaux rejetées, présentées par l'exploitant montrent un non respect de la valeur limite imposée en hydrocarbures par arrêté ministériel.

Au regard de ces constats, l'inspection des installations classées propose à M le Préfet un arrêté préfectoral de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitation des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2014, article 2.1.1.
Thème(s) : Risques chroniques, AIR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : (...) - prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.
Constats : Les dispositions prises par l'exploitant, concernant l'activité d'oxycoupage, ne permettent pas de prévenir l'émission et la dissémination de fumées dans les circonstances actuelles. Ces émissions présentent des inconvénients pour le voisinage comme en témoigne la dernière plainte reçue sur la plateforme de la préfecture le 13/10/2022 évoquant un "problème de pollution parfumée nocive" quasi-quotidien avec "brûlage" et mauvaises odeurs ressenties dans toute la ville. L'inspection des installations classées a constaté, lors de la visite d'inspection inopinée du 02/11/2022, que cette activité peut produire un panache de fumées qui se répand clairement hors du site. En effet, ces activités se déroulent à l'extérieur et sans aspiration ni traitement des fumées produites. L'inspection rappelle qu'une première plainte en date du 29/03/2003 avait été déposée par Monsieur le maire de CHAMPIGNEULLES indiquant être régulièrement saisi de plaintes des riverains et indiquant l'émission dans l'atmosphère des fumées noires et nauséabondes. Plus récemment, dans un courrier du 12 mars 2020, la SNCF a porté à la connaissance de Monsieur le préfet de Meurthe-et-Moselle des faits relatifs à l'émission de fumées issues des activités de "chalumage" de la société ESKA et a précisé que ces fumées se propagent dans son emprise ferroviaire au niveau de ses locaux abritant des travailleurs. L'inspection des installations classées a constaté, lors de la visite, que les dispositions que prend l'exploitant dans la conception des installations sont clairement insuffisantes pour lui permettre de limiter, pour ses activités d'oxycoupage, les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, EAU
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (déboureur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du déboureur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté, lors de la visite du 02/11/2022, la présence de liquide noir dans le second compartiment et en sortie du déboureur-déshuileur le plus à l'Ouest du site. La boule densimétrique flottant sur ce surnageant. Au regard de ces constats et de la prescription contrôlée reprise ci dessus, l'inspection déduit que : L'équipement n'a pas été suffisamment vidangé et curé Le fait que la boule densimétrique flotte montre un dysfonctionnement du séparateur, sa non conformité à la norme est donc démontrée Les fiches de suivi de nettoyage du décanteur séparateur et le bordereaux de traitement des déchets sont à transmettre à l'inspection. L'inspection propose par conséquent de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 27 en : <ul style="list-style-type: none">- procédant à une vidange/curage du dispositif sous 15 jours- transmettre les fiches de suivis et les BSD- fournir une attestation de conformité à la norme.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Valeurs limites d'émission.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, EAU
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Valeurs limites de rejet. Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents : (...) d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain : (...) Hydrocarbures totaux : 5 mg/l ;
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection par mail du 02/11/2022 les résultats d'analyses d'eaux effectuées en 2022 en sortie des deux déshuileurs-débourbeurs. L'exploitant a été interrogé par retour de mail du même jour par l'inspection des installations classées concernant le rapport d'analyse correspondant aux photos du déshuileur avec surnageant noir et présentant un dépassement pour les hydrocarbures (Indice Hydrocarbures (C10-C40) : 9,45 mg/l +/- 1.89 mg/l), pour une valeur limite fixée à 5 mg/l par l'arrêté ministériel susvisé. L'exploitant n'a pas transmis de commentaires sur les causes du dépassement constaté, ce qui est contraire aux dispositions de l'article 33 du même arrêté ministériel (Les résultats des mesures (...) sont accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.) L'exploitant a précisé concernant ce dépassement que l'article 4.3.9 de son arrêté préfectoral indique "Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration." et en précisant "nous sommes inférieurs au double des valeurs limites de concentration". Toutefois, l'arrêté ministériel du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1, fixe la même valeur limite en hydrocarbure mais ne permet pas un doublement de la valeur. De plus, dans son mail du 02/11/2022, l'exploitant a transmis en pièces jointes les analyses correspondant au prélèvements effectués le 15/02/2021 et le 13/01/2022 au point de rejet identifié "Fond du chantier" qui seraient, selon ses termes, les "dernières analyses 2021 et 2022". Or, après vérifications dans l'application GIDAF, l'exploitant a omis de mentionner dans son mail l'analyse du prélèvement effectuée le 18/11/2021 sur le même point de rejet et montrant un indice hydrocarbures de 17mg/l. Une récurrence des émissions d'hydrocarbure non conformes est donc mise en évidence. Dans son mail du 03/11/2022, l'exploitant s'est engagé sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées en indiquant "Un nouveau curage est prévu courant novembre. Nous réaliserons de nouveaux prélèvements d'eau d'ici la fin d'année." Au regard de ces éléments, et de l'état du séparateur d'hydrocarbure, l'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter la valeur limite fixée pour les hydrocarbures sous un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois